

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

PAPREC GRAND OUEST

5-7 rue des Piliers de la Chauvinière
44800 Saint-Herblain

Références : VAT20230468
Code AIOT : 0010008581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche. L'inspection a été annoncée le 27/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST
- Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche
- Code AIOT : 0010008581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri, transit, regroupement de papier-carton principalement (97% des déchets réceptionnés) ; tri par qualité et mise en balle. Les autres déchets réceptionnés sont des emballages en matière plastique, bois (palettes), ...

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection précédente du 23/01/2020
- Conditions d'entreposage des déchets
- Traçabilité
- Prévention des risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déchets admis (provenance)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Déchets admis (tonnage par jour)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Déchets stockés	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rubrique ICPE	AP Complémentaire du 24/04/2015, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Vérification périodique des équipements	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 33	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
14	NC1 VI 23/01/2020	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	NC2 VI 23/01/2020	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
17	Conditions d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
18	Protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 48	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
19	Conception des sols	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 32	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
20	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 I	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Traçabilité DND	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
7	Traçabilité DND	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
12	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déchets admis (tonnage par an)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.2	/	Sans objet
8	Traçabilité DD – Trackdéchet	Code de l'environnement du 04/07/2023, article R.541-43	/	Sans objet
10	Vérification périodique des équipements	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 47.2	/	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 47.3	/	Sans objet
13	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.4	/	Sans objet
16	NC3 VI 23/01/2020	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admis (provenance)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance des déchets admis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le centre de tri proviennent des industriels, artisans et commerçants du département d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes.
Constats : Des déchets provenant de départements non autorisés ont été réceptionnés en 2022.
Observations : L'inspection a consulté les déclarations GERE 2022 de l'installation. Des déchets provenant des départements 16, 79, 91, 28, 87, 92, 44, 45, 61, 69, 77, 94 ont été réceptionnés en 2022 alors que seuls des déchets provenant du département d'Indre et Loire et des départements limitrophes sont autorisés à être réceptionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déchets admis (tonnage par jour)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités admissibles (tonnage par jour et par matériaux)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités maximales, triées quotidiennement et annuellement par catégorie de produits figurent dans le tableau ci-dessous : Tonnage maximum par jour : - Cartons/Papiers : 300 tonnes - Bois : 1 tonne - Déchets industriels non dangereux : 20 tonnes - Déchets verts : 1 tonne - Gravats : 4 tonnes [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les tonnages maximum de déchets admis par jour et par catégorie de produits pour l'année 2022.
Observations : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les tonnages maximum de déchets admis par jour et par catégorie de produits pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déchets admis (tonnage par an)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités admissibles (tonnage par an et par matériaux)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités maximales, triées quotidiennement et annuellement par catégorie de produits figurent dans le tableau ci-dessous : Tonnage maximum par an : - Cartons/Papiers : 60 000 tonnes - Bois : 140 tonnes - Déchets industriels non dangereux : 3132 tonnes - Déchets verts : 120 tonnes - Gravats : 720 tonnes [...] Les quantités maximales annuelles pour les matériaux simplement en transit figurent dans le tableau ci-dessous : Tonnage maximum par an : - Cartouches d'encre : 2,64 tonnes - Chiffons : 240 tonnes
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection son bilan annuel 2022 des déchets admis. Les tonnages maximum autorisés par an et par matériaux sont respectés : 21 891 tonnes de papier pour l'année 2022, 62 tonnes de bois, 1336 tonnes de DIB ; pas de gravats ni de déchets verts réceptionnés en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir tableaux de l'article 2.3 listant les quantités maximales stockées par nature de matériaux
Constats : Le tonnage de plastiques stockés sur le site le 04/07/2023 est supérieur au tonnage autorisé.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection l'état de ses stocks de déchets entreposés sur le site à la date du 04/07/2023. Les quantités maximales autorisées de déchets stockés sont respectées à l'exception de la quantité de plastiques : stock évalué à 51 tonnes de plastiques pour un tonnage autorisé de 50.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2015, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique et volume autorisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les activités exercées par la société PAPREC GRAND OUEST relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes : - rubrique 2714.1 pour un volume autorisé de 3 800 m ³ , régime de l'autorisation - rubrique 2718.1 pour un volume autorisé de 1,2 t, régime de l'autorisation - rubrique 2710.2.b pour un volume autorisé de 500 m ³ , régime de l'enregistrement
Constats : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet au titre de l'article R. 181-46 avant sa réalisation la réception de certains déchets, activités non couvertes par les rubriques listées dans l'APC du 24/04/2015 article 2.
Observations : L'inspection a constaté lors de la visite du site la présence de capsules usagées de type Nespresso stockées sur le site. Selon l'exploitant, il s'agit de capsules qui ne proviennent pas du producteur initial de ces déchets. Cette activité ne relève ainsi pas de la rubrique 2710 (Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719) mais de la rubrique 2713 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719). L'exploitant n'est pas autorisé à ce jour à exercer une activité relevant de la rubrique 2713. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet son activité de tri, transit, regroupement relevant de la rubrique 2713 au titre de l'article R. 181-46.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Traçabilité DND

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Le registre des déchets entrants du mois de janvier 2023 ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets.</p> <p>Le code de traitement des déchets entrants est erroné (R3 au lieu de R12).</p>
<p>Observations : Vérification par sondage.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre chronologique des déchets entrants du mois de janvier 2023. Ce registre ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets.</p> <p>Le code de traitement des déchets entrants est erroné (R3 au lieu de R12).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Le producteur du déchet mentionné dans le registre des déchets sortant du mois de janvier 2023 est erroné (PAPREC Touraine à Joué les Tours au lieu de PAPREC Grand Ouest à La Riche).</p>
<p>Observations : Vérification par sondage.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre chronologique des déchets sortants du mois de janvier 2023. L'inspection a pu observer que le producteur du déchet est erroné : il est fait mention de PAPREC Touraine à Joué les Tours au lieu de PAPREC Grand Ouest à La Riche.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité DD – Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2023, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a présenté à la demande de l'inspection le bordereau Trackdéchets relatif aux boues générées lors de l'entretien du déboureur de 2022. Le bordereau Trackdechets présenté est bien renseigné et signé. Il concerne 0,25 tonnes de déchets identifiés sous le code 13 05 07* expédié à PROTEC, bordereau daté du 03/07/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vérification périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ne sont pas correctement entretenues.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport DEKRA correspondant à la vérification des installations électriques réalisée le 22/06/2022. Le certificat Q18 associé mentionne que l'état des installations « peut entraîner des risques incendies et explosions » en raison de « la présence de poussière dans les armoires électriques ». Le rapport d'IR Vision (vérification par thermographie infrarouge) en date du 06/12/2022 ne mentionne aucune anomalie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Vérification périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 47.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates - a minima selon une périodicité annuelle -, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté son registre sécurité. Celui-ci est bien renseigné avec les contrôles effectués et les observations constatées lors de ces contrôles. Les moyens d'intervention (extincteurs et RIA) ont été vérifiés par RISK PARTENAIRE (rapport du 10/03/2023). Un seul extincteur parmi les 52 extincteurs vérifiés a fait l'objet de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 47.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA...)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer, au minimum, des moyens d'intervention listés ci-après par ordre d'intervention : - d'un minimum de 20 extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - de 7 robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ; - une réserve d'eau fixe, d'une capacité de 120 m ³ , protégée contre le gel et aménagée pour que les engins des services d'incendie puissent y accéder et s'y raccorder sans difficulté. Les prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.[...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le registre sécurité de l'établissement liste les extincteurs et RIA. L'exploitant dispose bien ainsi de plus de 20 extincteurs répartis dans les différentes zones du site et de 7 robinets d'incendie armés vérifiés il y a moins d'un an. La présence de la réserve fixe, d'une capacité de 120 m ³ a été constatée lors de la visite des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux (vannes)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> + l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, + les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..), + les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs..), + les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux est incomplet.
<p>Observations : Le plan des réseaux présenté par l'exploitant ne contient pas toutes les informations attendues : pas d'information sur l'eau d'alimentation (origine, distribution, protection) ; les ouvrages (2 vannes d'obturation manuelle sur le réseau d'eaux collectées en cas d'incendie et les compteurs le cas échéant) ne sont pas clairement localisés sur le plan présenté.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'obturation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositions doivent être prises (vannes d'obturation manuelle sur le réseau d'eaux pluviales) pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident ou d'incendie, de déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle doit se faire sans dilution dans les conditions prévues à l'article 50 ci-dessous. A défaut, elles doivent être éliminées dans les installations autorisées à cet effet.</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : La présence des 2 vannes à obturation manuelle sur le réseau d'eaux pluviales pour collecter les eaux en cas d'incendie a été constatée lors de la visite du site.</p> <p>A la demande de l'inspection, un test d'obturation a été fait et réalisé par l'exploitant. Celui-ci a été concluant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Cloture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux et la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef. Les heures de fonctionnement et de réception sont affichées à l'entrée du site. En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.
Constats : Le site n'est pas efficacement clos.
Observations : Constat du 23/01/20 : Le site n'est pas efficacement clos. Réponse de l'exploitant du 05/02/20 : « [...] notre visite du site est très souvent la cible d'effractions, qui ont systématiquement pour conséquence la détérioration de la clôture. Nous réalisons régulièrement des travaux de réparation de cette clôture. Nous vous joignons les factures des réparations opérées ces dernières années. Nous avons à l'heure actuelle un devis de près de 10 000 €HT pour la réfection de la clôture. Les travaux vont être réalisés d'ici le 1er trimestre 2020. En parallèle, nous vous informons que nous allons prendre rendez-vous avec la Mairie pour tenter de trouver des solutions à ses actes de vandalismes répétés malgré les plaintes déposées régulièrement par nos voisins industriels et nous-mêmes. [...] » Observation du 04/07/2023 : Le jour de la visite, l'inspection a constaté la réparation effective de la clôture (zone identifiée en 2020) mais également l'absence de clôture dans la zone côté droit du site derrière la réserve d'eau et au niveau des bennes de déchets stockées sur l'aire extérieure (voir planche photographique, photo n°2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.</p> <p>Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.</p>
Constats : L'état de propreté derrière les bennes stockées sur les aires extérieures est insuffisant.
<p>Observations :</p> <p>Constat du 23/01/20 : Le site et sa proche périphérie sont dans un état de propreté non satisfaisant. Des explications devront également être apportées sur le stockage des bennes (pleines pour certaines) de l'autre côté de la rue Jules Vernes.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 05/02/2020 : "un plan de nettoyage est mis en place et nous efforcerons constamment de garder le site en état suffisant de propreté. L'état de propreté insuffisant du site constaté lors de votre visite était notamment dû aux volumes importants stockés en extérieur dus à une conjoncture difficile du marché du recyclage ayant pour conséquence l'augmentation du stock de balles de matières triées prêtes à être expédiées. [...]. Par ailleurs, la presse à balles de notre site a subi une panne prolongée jusqu'à début 2020. Outre le stock de matières à expédier, nous avons été confrontés à un afflux de matières qui ne pouvaient pas être triées et emballées pendant les dysfonctionnements de la presse. Le hall de stockage de vrac étant saturé, nous avons temporairement laissé en attente quelques bennes de matières à trier en provenance de nos clients. [...] A chaque fin de journée, celui-ci fait l'objet d'un nettoyage complet ainsi que les abords du site."</p> <p>Constat du 04/07/2023 : L'état de propreté du site s'est globalement amélioré mais des amas de déchets au sol sont encore constatés : déchets accumulés au sol derrière les bennes stockées sur les aires extérieures (voir planche photographique, photo n°1).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage des dépôts extérieurs (hauteur)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dépôts extérieurs sont constitués de bois, de palettes, de papier en vrac, de balles de papiers, de carton en vrac, de balles de cartons, de déchets industriels non dangereux. La hauteur des dépôts ne devra pas dépasser trois mètres. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 23/01/20 : La hauteur des stockages extérieurs de balles est supérieure à la limite autorisée de 3 mètres. Réponse de l'exploitant du 05/02/20 : « Les conditions exceptionnellement défavorables du marché des matières recyclées nous empêchent d'écouler nos balles de matières triées prêtes à être expédiées. Le phénomène semble s'installer dans la durée et la montée des stocks sur notre site nous oblige à augmenter la hauteur des balles stockées. Cette situation touche l'ensemble des acteurs du recyclage [...]. Nous vous transmettons de nouveau les courriers de notre Fédération, FEDEREC, adressé à la DGPR relatives à ces problématiques. [...] » Observation du 04/07/23 : Au maximum, 3 balles sont empilées les unes sur les autres (voir planche photographique, photo n°3) soit une hauteur ne dépassant pas les 3 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage des autres dépôts (hauteur et éloignement)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les dépôts constitués dans des box, à moins de cinq mètres des limites de propriété, leur hauteur sera limitée à celle des dits box diminuée d'un mètre, sans en aucun cas pouvoir dépasser trois mètres.</p> <p>Dans le cas où le dépôt serait délimité par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, telle que grillage, palissade, haie, etc., l'éloignement des dépôts de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des dépôts.</p> <p>Le terrain sur lequel sont répartis les dépôts est quadrillé par des chemins de largeur suffisante garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le dépôt de déchets plastiques situé sur l'aire extérieure dans un box délimité par des blocs de parois bétons a une hauteur supérieure à celle autorisée. - L'éloignement de ces dépôts de déchets de la clôture en limite de propriété est inférieur à la distance autorisée.
<p>Observations :</p> <p>Le dépôt de déchets plastiques situé sur l'aire extérieure dans un box délimité par des blocs de parois bétons a une hauteur au moins équivalente à la hauteur des parois bétons (hauteur estimée à 2 mètres minimum) (voir planche photographique, photo n°4). Ce dépôt de déchets plastiques a ainsi une hauteur supérieure à celle autorisée.</p> <p>La paroi arrière du box ne constitue pas une clôture susceptible de s'opposer à la propagation du feu puisque celle-ci est constituée avec des blocs de parois bétons disjoints. Un écart d'au moins 20 cm entre 2 blocs béton à l'arrière du box a été constaté le jour de l'inspection (voir planche photographique, photo n°1). La distance entre la paroi du box et la clôture en limite de propriété est de moins de 1,5 mètres (voir planche photographique, photos n°1). L'éloignement des dépôts de déchets de la clôture est ainsi inférieur à la distance autorisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Protection des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 48
Thème(s) : Risques chroniques, Dépôt d'hydrocarbure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.
Constats : Présence de deux écoulements d'hydrocarbure près de la réserve d'eau
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence près de la réserve d'eau de deux étendues noires au sol (écoulements d'hydrocarbure sur une surface d'environ 1 m ² ; voir planche photographique, photos n°5 et 6).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Conception des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conception des sols Le sol des voies de circulation et de garage, des aires de réception, de triage et de stockage des différents produits doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de pluie, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 50. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.
Constats : Présence d'une zone non étanche des sols
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'existence d'une zone non étanche (sol à nu friable) près de la réserve d'eau du côté de la route (voir planche photographique photos n°6).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Admissibilité des déchets [...] L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Absence de contrôle de radioactivité
Observations : L'exploitant a confirmé ne pas procéder au contrôle de la radioactivité des déchets (avant réception ou à la réception sur site).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois